

Les mensonges de Bolsonaro à l'ONU



Par María Josefina Arce

Plusieurs jours se sont écoulés depuis le discours de Jair Bolsonaro devant l'Assemblée Générale des Nations Unies et la plupart des Brésiliens se demandent encore où sont les réalisations en matière d'environnement, entre autres, présentées par le président du Brésil aux participants à la 76e session de l'organisation mondiale.

Le Président Brésilien a affirmé que durant son mandat, débutant en janvier 2019, la déforestation a diminué. Mais la réalité dément ses propos. Un an seulement après son entrée en fonction, la diminution

des zones forestières était déjà la plus importante des 12 dernières années.

Entre août 2020 et juillet 2021, l'Amazonie a perdu 10 476 kilomètres carrés, selon les données publiées par Imazon, un institut de recherche brésilien.

À la fin de cette année, le taux de déforestation devrait être supérieur de près de 50 % à celui de 2018, c'est à dire avant l'arrivée de Bolsonaro au palais du Planalto, siège de l'Exécutif.

En effet, en juin dernier, Ricardo Salles, alors à la tête du Ministère de l'Environnement, a démissionné, suite aux accusations d'avoir bloqué une enquête policière sur l'exploitation forestière illégale en Amazonie.

Le discours de Bolsonaro est très éloigné de la réalité du Brésil d'aujourd'hui. Bien que le président ait affirmé le contraire devant l'ONU, son gouvernement a affaibli l'autorité du système de protection de l'environnement et rendu difficile la délimitation des terres indigènes, envahies illégalement par les bûcherons, les éleveurs et les mineurs, encouragés par les propos présidentiels.

Aujourd'hui, seulement quelques jours après son discours à l'ONU et son prétendu engagement en faveur de l'environnement, le Brésil tire à nouveau la sonnette d'alarme. On a appris que le Ministère de l'Economie a présenté un projet visant à assouplir les mesures environnementales, afin de faciliter et de stimuler les investissements internes.

Augmenter la productivité et la compétitivité du géant sud-américain est le prétexte de ce projet, qui a suscité de nombreuses critiques de la part de divers secteurs de la société, qui le considèrent comme la plus grande menace pour la durabilité de l'État brésilien.

L'obtention automatique en cas de retard, d'autorisation pour les projets ayant un impact sur l'environnement est l'un des points du projet, transféré par le Ministère de l'Economie au Ministère de l'Environnement, qui l'a à son tour envoyé à l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles pour examen.

Le projet insiste également sur l'annulation des réglementations contre l'abattage de la végétation autochtone l'appliquant directement au biome de Mata Atlântica, forêt atlantique, en français. Cette zone, est considérée comme l'une des plus riches en biodiversité au monde et a été déclarée par l'UNESCO, réserve de la biosphère. Cependant aujourd'hui, 90 % de l'extension originale de Mata Atlântica est détruite.

Ce projet controversé prévoit également la suppression de la liste du Conseil National de l'Environnement qui définit les cas nécessitant une étude préalable d'impact sur l'environnement.

Marcio Astrani, Secrétaire Exécutif de l'Observatoire du Climat, a déclaré que le gouvernement et le secteur privé doivent fournir des explications de ce qu'il qualifié de « projet de grande absurdité ».

Bolsonaro a dit une chose devant l'ONU, mais la vérité en est une autre car son pays sous son mandat va dans une autre direction, contraire à l'agenda climatique mondial qui cherche à préserver la planète pour assurer l'avenir de l'humanité.



Radio Habana Cuba